



CHAPITRE 254

LOI CONCERNANT LES SYNDICATS COOPÉRATIFS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des syndicats coopératifs de Québec*. Titre abrégé. S. R. (1909), 6762.

2. Des syndicats coopératifs de consommation, de production, de crédit, de prévoyance et pour autres fins économiques, peuvent être formés sur tout point de la province en vertu de la présente loi. Formation de syndicats coopératifs.

Les règlements doivent définir les limites de la circonscription territoriale dans laquelle le syndicat peut faire ses opérations laquelle ne doit jamais dépasser les limites d'une division électorale provinciale. Limite territoriale.

Cependant dans les cités et villes comprenant plus d'une division électorale provinciale, la circonscription territoriale peut être celle fixée par les limites territoriales des cités et villes où les syndicats ont leur siège social. Circonscriptions territoriales.

Nonobstant les dispositions précédentes, la limite territoriale dans laquelle le syndicat pourra exercer ses opérations peut être étendue avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 6763; 2 Geo. V, c. 43, s. 1; 5 Geo. V, c. 68, s. 1; 8 Geo. V, c. 65, s. 1; 15 Geo. V, c. 69, s. 1. Limite territoriale, étendue.

3. Tel syndicat ou société est de la nature d'une société par actions, la responsabilité de ses membres ou actionnaires étant limitée au montant de leurs mises respectives. S. R. (1909), 6764. Caractère du syndicat.

4. La société est désignée sous le nom que ses fondateurs choisissent, pourvu qu'il soit fait mention dans la déclaration qu'elle est créée en vertu de la présente loi et pourvu que, dans l'ensemble, tel nom ne puisse être confondu avec celui d'une autre société existante. S. R. (1909), 6765. Nom de la société.

5. Telle société est formée de personnes aptes à contracter et domiciliées dans la circonscription territoriale. Qui peut former une société. Toutefois les règlements peuvent prescrire que les associés Sociétaires

demeurant en dehors de la circonscription. ciétaires qui vont demeurer en dehors de la circonscription territoriale continuent à faire partie de la société, sans cependant être éligibles à aucune charge. S. R. (1909), 6766; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 1.

Objets de la société.

6. La société a pour but l'étude, la protection et la défense des intérêts économiques des classes laborieuses. Pour atteindre ces fins, elle peut acheter, pour les revendre à ses associés seulement, les choses nécessaires aux besoins de la vie ou aux travaux de leur industrie; leur ouvrir des crédits et leur faire des prêts; établir pour les sociétaires des travaux en commun, ou leur permettre de se livrer à des opérations de production, et d'en vendre les produits, soit collectivement, soit individuellement.

Opérations de la société.

La société, malgré les restrictions résultant de la circonscription territoriale, peut faire, avec toute personne, corporation ou association volontaire toutes les opérations requises pour assurer le bon fonctionnement et la réalisation de son but; mais toutes les activités productives ou avantageuses de la société étant essentiellement coopératives, sont exclusivement restreintes aux sociétaires. S. R. (1909), 6767; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 2.

Sociétés et municipalités qui peuvent prendre des actions

7. Les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture peuvent, avec la permission du ministre de l'agriculture, prendre des actions dans tel syndicat. Les commissions scolaires et les municipalités de cité, ville, village, paroisse et canton sont autorisées à prendre de telles actions.

Sociétés coopératives de pêcheurs.

Les sociétés coopératives des pêcheurs peuvent, avec la permission du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, prendre des actions dans tel syndicat. S. R. (1909), 6768; 13 Geo. V, c. 36, s. 2.

Nombre d'associés requis.

8. Il faut au moins douze associés pour former une société coopérative en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 6769.

Montant des actions, etc.

9. Le montant de chaque action de la société est celui fixé par les règlements, mais il ne doit pas être moins élevé qu'un dollar. S. R. (1909), 6770.

Capital de la société, etc.

10. Le capital de la société est variable, étant susceptible d'augmentation par des versements successifs et la souscription de nouvelles actions faite par les associés, ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués; pourvu toutefois que le capital ne puisse jamais être réduit au-dessous du chiffre établi par les règle-

ments lors de la fondation. S. R. (1909), 6771; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 3.

11. Les actions sont nominatives et ne sont transférables que selon les dispositions des règlements de la société. S. R. (1909), 6772. Transfert des actions.

12. La société est constituée au moyen d'une déclaration conforme à la formule 1 et signée en double par les membres fondateurs, devant deux témoins. Déclaration pour constituer la société.

L'un de ces doubles reste aux archives de la société, et l'autre est remis sans délai au greffier ou au secrétaire-trésorier du conseil municipal qui gouverne la municipalité où est situé le siège de la société; lequel greffier ou secrétaire-trésorier doit en donner copie authentique à toute personne qui en fait la demande, le tout sur paiement de ses honoraires accoutumés. Dépôt des doubles de la déclaration.

La présente loi s'applique aussi aux sociétés qui existaient avant le 9 mars 1906 (date de l'entrée en vigueur de la loi 6 Édouard VII, chapitre 33), et elle en confirme les règlements, actes et opérations depuis leur organisation en ce qu'ils ne sont pas incompatibles avec ses propres dispositions, pourvu que leur principal corps administratif ou bureau de direction adopte, à cette fin, une résolution dont copie doit être déposée tel que prescrit dans le présent article, et les officiers en charge continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à l'expiration de leur mandat ainsi que prévu par lesdits règlements, mais cette disposition n'affecte pas les causes pendantes ni les droits acquis. S. R. (1909), 6773. Application de cette loi aux sociétés existantes, etc. Son effet.

13. Une semblable déclaration est également signée par toute personne devenant membre de la société subseq- Déclaration faite par les membres subséquents. quement; et l'adhésion de tout nouveau membre est dénoncée audit greffier ou secrétaire-trésorier à la fin de chaque exercice, par la production du compte rendu ci-après mentionné. S. R. (1909), 6774.

14. Les membres actifs de la société, réunis en assemblée générale, peuvent passer des règlements qui déterminent les conditions d'admission des nouveaux membres actifs, le mode et la quantité des versements à faire, le système de comptabilité à être suivi, et, généralement tout ce qui concerne la régie interne de la société. Ces règlements peuvent aussi créer une catégorie de sociétaires appelés "membres auxiliaires," et régler tout ce qui les concerne, pourvu que ces membres ne puissent exercer le droit de voter ou celui de remplir de charge dans la société. Pouvoir de faire des règlements.

Cautionnement.

Ces règlements prescrivent que la ou les personnes ayant le maniement ou la garde des fonds généraux de la société doivent donner un cautionnement de garantie dont la nature et le montant sont laissés à la discrétion du conseil d'administration.

Admission de membres, etc. honoraires.

Les règlements peuvent autoriser, aux conditions jugées convenables, l'admission de membres et d'officiers honoraires, mais ces membres et officiers ne peuvent pas participer à l'administration de la société ou aux avantages qu'elle peut procurer.

Organisation de conseils, etc.

A part les conseils ou commissions dont l'organisation est prévue par la présente loi, les règlements peuvent en créer d'autres sous les noms qui sont choisis et déterminer leurs attributions, en vue de faciliter le bon fonctionnement de la société.

Dépôt des règlements au conseil municipal.

Un double de tels règlements et de leurs amendements doit être déposé au bureau du greffier ou secrétaire-trésorier du conseil municipal, tel que ci-dessus mentionné.

Transmission des règlements au lt.-gouv. en conseil.

La société doit, quand elle en est requise par le lieutenant-gouverneur en conseil, transmettre une copie de tous règlements édictés en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 6775; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 4.

Conseil d'administration.

15. La société est administrée par un bureau appelé "Conseil d'administration", composé de cinq membres au moins.

Durée de la charge des membres du conseil.

Les membres de ce conseil exercent leur mandat pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle et jusqu'à l'élection de leurs successeurs; les règlements de la société peuvent prescrire qu'ils sont renouvelables par moitié ou par tiers chaque année plus un la première année si le nombre est impair. Ils sont rééligibles. S. R. (1909), 6776; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 5.

Pouvoirs généraux du conseil d'administration.

16. 1. Le conseil d'administration, dans les limites de la présente loi et des règlements de la société, sauf dans les cas qui sont de la compétence de la commission de crédit tel que prévu à l'article 22, délibère, transige, compromet et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts de la société et, notamment, peut:

a) Régler les conditions particulières de tout contrat, en veillant spécialement à ce que les intérêts sociaux soient complètement garantis;

b) Prendre, au profit de la société, des sûretés hypothécaires et en donner mainlevée; acquérir des immeubles par vente à réméré ou autrement, et les revendre, soit publiquement, soit de gré à gré;

c) Représenter la société, soit en demandant, soit en défendant, dans toute instance judiciaire, interjeter

appel et poursuivre toute saisie mobilière ou immobilière jusqu'à entière exécution.

2. Le montant total des sommes empruntées par un syndicat ou une société ne doit excéder, en aucun temps, deux fois le montant du ou des fonds prévus à l'article 39 et de son capital versé et non entamé. S. R. (1909), 6777; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 6.

17. Le conseil d'administration choisit annuellement, parmi ses membres, à sa première séance qui suit l'assemblée générale annuelle, un président, un vice-président, un secrétaire et un gérant. La charge de gérant peut être remplie par l'un des officiers ici nommés.

Le président, le vice-président et le secrétaire du conseil d'administration sont en même temps président, vice-président et secrétaire de la société. S. R. (1909), 6778.

18. Le conseil d'administration a notamment pour devoirs:

1° De faire déposer, au bureau du greffier ou secrétaire-trésorier du conseil municipal du siège social, le double de la déclaration mentionnée dans l'article 12, de même que le double des règlements et des amendements y apportés, ainsi que les noms de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de l'administration ou de la direction;

2° De surveiller l'état de la caisse et la tenue des registres. S. R. (1909), 6779.

19. Le conseil d'administration s'assemble aussi souvent que l'exigent les intérêts de la société; sur convocation du président, du vice-président, du gérant ou de deux membres du conseil. S. R. (1909), 6780.

20. Outre le conseil d'administration et en dehors de ceux qui en font partie, l'assemblée générale nomme parmi ses membres un "conseil de surveillance", composé de trois membres. Ces derniers exercent leur mandat pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle, et jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles. Les règlements peuvent prescrire qu'ils sont renouvelables par tiers chaque année. S. R. (1909), 6781; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 7.

21. Le conseil de surveillance surveille le conseil d'administration et la commission de crédit ci-après mentionnée dans tous les détails de leur gestion. Il a droit d'inspecter en tout temps les documents et la tenue des

livres de la société et d'exiger la production de l'encaisse.

Les membres du conseil de surveillance ne peuvent, ni directement, ni indirectement, emprunter de la société ou se porter caution d'un emprunteur.

Le conseil de surveillance, ou deux de ses membres, peuvent en tout temps convoquer une assemblée générale spéciale de la société.

Les délibérations du conseil de surveillance sont consignées dans les registres tenus et gardés par le gérant.

Vérification
des opérations
de la société.

Le conseil de surveillance des syndicats coopératifs de crédit, de prévoyance et pour autres fins économiques doit, au moins une fois par année, faire vérifier toutes les opérations de la société par un inspecteur d'une fédération organisée en vertu de l'article 49. Cette vérification est faite aux frais du syndicat s'il n'est pas déjà affilié à une fédération. S. R. (1909), 6782; 15 Geo. V, c. 69, s. 2.

Commission
de crédit.

22. Outre le conseil d'administration et le conseil de surveillance et en dehors de leurs membres, à l'exception du président de la société si les règlements le permettent, l'assemblée générale peut nommer une "commission de crédit" composée d'au moins trois membres.

Terme d'office.

Les membres de cette commission exercent leur mandat pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle, et jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

Contrôle des
prêts.

Cette commission de crédit a seule le contrôle absolu des prêts, au cas où de tels prêts seraient faits, sauf le droit d'appel au conseil d'administration, et elle peut prendre partout, au profit de la société, pour garantir les prêts, des sûretés hypothécaires et autres et en donner mainlevée; les règlements de la société déterminent les conditions de l'exercice de leur mandat. Toutefois les membres de cette commission ne peuvent emprunter, ni directement, ni indirectement, de la société, ni se porter caution d'un emprunteur.

Remplacement
des
membres.

Les règlements peuvent prescrire que les membres de la commission de crédit sont renouvelables par moitié ou par tiers chaque année, plus un la première année, si le nombre est impair. S. R. (1909), 6783; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 8.

Gratuité de
certaines
fonctions.
Gérant peut
être payé.

23. Les fonctions des membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance et de la commission de crédit sont gratuites. Les services du gérant peuvent être rétribués. S. R. (1909), 6784.

24. En cas de vacance dans le conseil d'adminis-^{Vacances.} tration, dans le conseil de surveillance ou dans la commission de crédit, les membres restant dans le conseil d'administration ont le droit d'y pourvoir pour le reste du terme. S. R. (1909), 6785.

25. L'assemblée générale de la société se compose de ^{Assemblée} tous les sociétaires. Elle se constitue quel que soit le ^{générale.} nombre des membres présents. Aucun sociétaire ne peut voter par procuration, sauf les sociétés ou corps publics adhérents qui n'ont toutefois qu'un seul vote chacun. Chaque sociétaire n'a qu'un seul vote quel que soit le nombre de ses actions. S. R. (1909), 6786.

26. L'assemblée générale rend des décisions à la ^{Comment} simple majorité des voix; en cas de parité, la voix du ^{sont prises} président est prépondérante. ^{les décisions.} S. R. (1909), 6787.

27. L'assemblée générale se réunit chaque année ^{Époque de} dans les soixante jours qui suivent la clôture de l'exer- ^{l'assemblée} cice social, pour prendre connaissance du compte rendu ^{générale.} annuel pour l'exercice précédent et pour délibérer gé-
néralement sur les affaires de la société. L'avis de convo-
cation est donné en la manière prescrite par les règle-
ments. ^{Avis.}

La première assemblée tenue pour l'organisation ^{Première as-} d'une société nouvellement formée, pour l'élection de ^{semblée.} ses officiers et l'adoption des règlements, peut avoir lieu en tout temps. L'avis de convocation est donné par la personne désignée par la majorité des signataires de la ^{Qui peut con-} déclaration constitutive mentionnée à l'article 12. Les ^{voquer l'as-} officiers élus à cette assemblée restent en fonction du-
rant l'exercice en cours, et, dans tous les cas, jusqu'à ^{Terme} l'élection de leurs successeurs. S. R. (1909), 6788; ^{d'office.} 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 9.

28. L'assemblée générale nomme parmi les sociétaires ^{Nomination} les membres des conseils d'administration et de surveil- ^{des conseils,} lance et de la commission de crédit. S. R. (1909), 6789. ^{etc.}

29. Elle se prononce sur la dissolution de la société, ^{Pouvoirs gé-} la modification des règlements et sur les autres ques- ^{néraux de} tions intéressant la société. Elle infirme ou approuve ^{l'assemblée} les décisions du conseil d'administration chaque fois ^{générale.} qu'appel est interjeté à cette fin par deux sociétaires; pourvu que les contrats faits avec des tiers n'en soient pas affectés.

Les modifications aux règlements ne peuvent être votées valablement que par les trois quarts des socié-

taires présents à l'assemblée spécialement ajournée dans ce but à une date ultérieure.

La dissolution ne peut être décidée si dix membres au moins s'y opposent.

Emploi de la balance de l'actif au cas de dissolution.

Au cas de dissolution d'une société de crédit, la balance de l'actif, y compris le ou les fonds prévus par l'article 39, doit être affectée dans la circonscription territoriale, après le paiement des obligations de ladite société, à une ou à des œuvres d'utilité générale désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 6790; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 10.

Nomination de liquidateurs.

30. L'assemblée qui prononce la dissolution nomme un ou trois liquidateurs à la simple majorité des voix. S. R. (1909), 6791.

Assemblées générales spéciales et convocation de ces assemblées.

31. Outre l'assemblée générale annuelle, des assemblées générales spéciales peuvent être tenues et pareillement convoquées, en tout temps, soit sur la décision du conseil d'administration, de deux membres du conseil de surveillance ou sur la demande d'un dixième des sociétaires. Le secrétaire, dans chaque tel cas, doit convoquer la société par avis public, tel que mentionné à l'article 27. La convocation peut être légalement faite par le président lui-même ou par le vice-président.

Mode de convocation.

Objet des assemblées.

A telle assemblée générale spéciale il n'est délibéré que sur les sujets énoncés audit avis. S. R. (1909), 6792.

Assemblées peuvent être tenues les jours fériés.

32. L'assemblée générale, soit annuelle, soit spéciale, et les réunions des conseils d'administration et de surveillance ou de la commission de crédit, peuvent être valablement tenues les jours fériés. S. R. (1909), 6793.

Comptabilité.

33. Les règlements de la société établissent le mode de comptabilité à suivre dans la gestion des affaires, et définissent les pouvoirs et les devoirs du gérant. S. R. (1909), 6794.

Tenue des comptes.

34. Les comptes sont tenus par le gérant selon lesdits règlements, sous le contrôle du conseil d'administration.

Règlement des comptes.

Les comptes de la société sont arrêtés tous les ans à la clôture de l'exercice social. S. R. (1909), 6795.

Compte rendu annuel.

35. A la clôture de l'exercice et pendant les soixante jours qui suivent, le gérant dresse en triplicata un compte rendu de la situation qu'il atteste de son serment. Une copie de ce compte rendu est déposée chez le secrétaire de la province et une autre au bureau du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité.

Les syndicats coopératifs de crédit, de prévoyance et pour autres fins économiques doivent faire vérifier ce compte rendu par l'inspecteur d'une fédération organisée en vertu de l'article 49, lequel inspecteur doit l'approuver s'il y a lieu. S. R. (1909), 6796; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 11; 5 Geo. V, c. 68, s. 2; 15 Geo. V, c. 69, s. 3. Vérification du compte rendu.

36. Ce compte rendu doit contenir:

- 1° Un état succinct de l'actif et du passif de la société; Contenu du compte rendu.
- 2° Un état des opérations de l'année, avec indication des profits et des pertes;
- 3° Tous autres renseignements exigés par les règlements de la société. S. R. (1909), 6797; 5 Geo. V c. 68, s. 3.

37. L'exactitude de tel compte rendu est attestée sous serment par le gérant devant toute personne autorisée à faire prêter le serment. S. R. (1909), 6798; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 12. Attestation du compte rendu.

38. L'assemblée générale, se basant sur ce compte rendu, détermine le montant des bénéfices dont elle fait la répartition. S. R. (1909), 6799. Répartition des bénéfices.

39. La société peut, par ses règlements, décréter la création, à même une partie de ses bénéfices annuels, d'un ou de plusieurs fonds sous les noms qu'elle choisit, lesquels fonds ne peuvent être en partie ou en totalité partagés entre les sociétaires ou les membres auxiliaires que dans le cas de dissolution; les règlements devant prescrire le montant et le mode de formation de ces fonds, leur objet, leur gestion, les conditions requises pour varier la proportion des bénéfices annuels qui doit être affectée à leur accumulation, et le montant qu'ils doivent atteindre respectivement. Création d'un ou de plusieurs fonds particuliers.

Chaque société de crédit est tenue d'affecter au moins dix pour cent de ses bénéfices nets annuels à la création de tels fonds jusqu'à ce qu'ils aient atteint, par des affectations annuelles successives, un montant égal au moins au maximum du passif représenté en quelque temps que ce soit par les parts sociales et les ressources que la société peut se procurer autrement; rendu à cette limite, ce pourcentage des bénéfices peut être diminué, sans pourtant être moins de cinq pour cent, tant que le total de tels fonds n'égale pas le double du montant maximum du passif; chaque fois que ledit maximum a été diminué par des retraits, ou que les fonds ont été entamés, soit une fois complétés ou soit en cours de formation, les versements ci-dessus prévus doivent être con-

Application, etc., de ces fonds spéciaux.

tinués ou repris jusqu'à ce que lesdits fonds aient atteint les limites prescrites dans cet article. Néanmoins, s'il arrive que le passif soit moindre que le total desdits fonds, l'excédent ne pourra, en aucun cas, être partagé entre les sociétaires.

Placement de
ces fonds.

La moitié au moins de ces fonds doit être placée en la manière prescrite par l'article 981^o du Code civil. S. R. (1909), 6800; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 13.

Prêts aux
membres.

40. Les sociétés de crédits sont seules autorisées à ouvrir des crédits et à faire des prêts à leurs membres. S. R. (1909), 6800a; 5 Geo. V, c. 68, s. 4.

Copies des
documents
peuvent être
obtenues, etc.

41. Toute personne, qu'elle fasse partie ou non de la société, peut obtenir du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité, en lui payant les honoraires requis, copie de tous documents concernant une société coopérative, dont ledit greffier ou secrétaire-trésorier est en possession. S. R. (1909), 6801.

Défense d'ap-
poser les
scellés, etc.

42. Les sociétaires ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les livres et les biens de la société, ni demander le partage de ses biens ou de son patrimoine sous forme de fonds de réserve ou autres, ou la licitation de ses biens, ni même s'immiscer en rien dans l'administration. Ils doivent, pour exercer leurs droits, s'en rapporter aux décisions de l'assemblée générale. S. R. (1909), 6802.

Démission
des socié-
taires.

43. Tout membre peut se retirer de la société, en remettant un avis ou simple billet d'avertissement à cet effet au secrétaire ou au gérant de la société. S. R. (1909), 6803.

Exclusion des
sociétaires.

44. Le conseil d'administration peut prononcer l'exclusion de tout membre qui n'a pas exécuté ses engagements envers la société. Il peut aussi exclure de la société tout membre qui a subi une condamnation criminelle, qui refuse de se soumettre aux dispositions réglementaires, dont la conduite privée donne lieu à scandale ou qui est mis en état de faillite, de déconfiture ou d'interdiction.

Procès-ver-
bal.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration relative à l'exclusion d'un sociétaire relate les faits motivant telle exclusion, et copie conforme en est adressée au sociétaire exclu dans les deux jours, par lettre recommandée. S. R. (1909), 6804.

Effet de l'ex-
clusion, etc.

45. Le sociétaire démissionnaire ou exclu ne peut provoquer la liquidation de la société.

Les sommes portées au crédit des sociétaires démissionnaires ou exclus, leur sont payées au fur et à mesure des rentrées de fonds effectuées par la société et non absorbées par des dettes sociales exigibles. Les paiements se font par ordre de sortie, sans préjudice des dispositions de l'article 10 quant au chiffre minimum du capital, et pourvu aussi que la société n'ait pas été mise en liquidation par dissolution ou autrement dans les trois mois précédant immédiatement la démission ou l'exclusion de tel sociétaire. S. R. (1909), 6805.

Paiement des sommes dues aux sociétaires démissionnaires.

46. En cas de décès, de faillite, de déconfiture ou d'interdiction d'un associé, ses héritiers, ses créanciers ou représentants recouvrent sa mise de la manière déterminée par l'article 45; pourvu toutefois que le capital ne puisse être par là réduit au-dessous du montant du capital de fondation, tel que déclaré en l'article 10. S. R. (1909), 6806; 1 Geo. V (1911), c. 43, s. 14.

Mise du sociétaire en cas de faillite, etc.

47. Tous extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou le vice-président, ou par le secrétaire ou le gérant.

Signature des procès-verbaux.

Tous contrats, billets, chèques, mandats ou documents liant la société doivent être signés par la ou les personnes que désignent les règlements. S. R. (1909), 6807.

Signature des billets, etc.

48. Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents imprimés ou autographiés, émis par une société, il doit toujours être mentionné, lisiblement et en toutes lettres, que telle société existe en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 6808.

Mention qui doit être faite dans les actes, factures, etc.

49. Les sociétés, régulièrement organisées en vertu de la présente loi, peuvent librement se concerter et s'unir dans une action commune pour protéger leurs intérêts similaires, sous forme de fédérations dont les activités et les opérations peuvent s'étendre à toute ou à une partie seulement de la province.

Union des sociétés.

Ces fédérations sont autorisées à exercer les droits et les pouvoirs des sociétés créées en vertu de la présente loi et à faire les statuts et règlements nécessaires à leur bon fonctionnement, dans l'étendue de leur compétence territoriale définie par ces mêmes statuts et règlements. S. R. (1909), 6809; 5 Geo. V, c. 68, s. 5.

Leurs pouvoirs.

50. Les membres chargés de l'administration ou de la direction de la société sont personnellement responsables des torts occasionnés par la violation de la présente loi. S. R. (1909), 6810.

Responsabilité à raison des violations de la loi.

Sociétés existantes.

51. Les associations coopératives formées en vertu des articles 5233 à 5252 des Statuts refondus de la province de Québec (1888), les syndicats agricoles formés en vertu de la loi 2 Édouard VII, chapitre 33, et les syndicats coopératifs formés en vertu de la loi 6 Édouard VII, chapitre 33, ou des articles 6762 à 6811 des Statuts refondus, 1909, sont régis par les dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 6811.

FORMULE

1.—(Article 12)

Déclaration de société

LOI DES SYNDICATS DE QUÉBEC

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'un syndicat coopératif à responsabilité limitée, sous le nom de _____, avec sa principale place d'affaires à _____, dans le comté de _____, et qu'ils souscrivent le montant du capital respectivement indiqué en regard de leurs noms.

Daté à _____ ce _____ jour de _____ 19 ____ .

Témoins	Nom	Prénoms	Occupation	Résidence	Nombre d'actions de \$....

S. R. (1909), 6811, formule A.